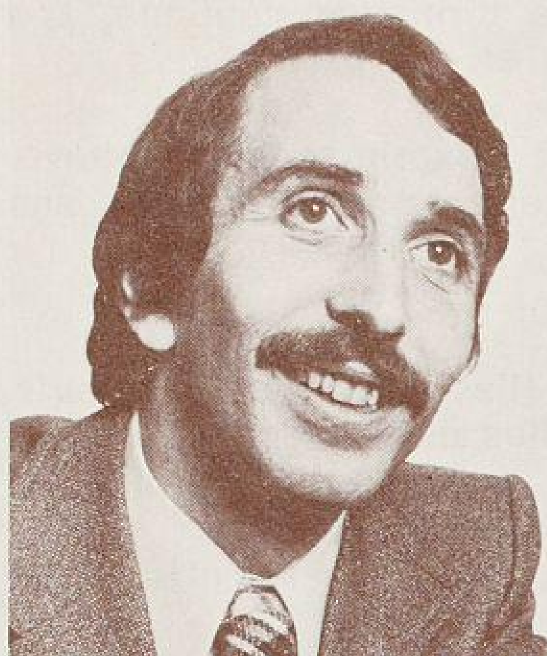
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE
Deuxième Circonscription

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978



Dr Michel DEBOUT

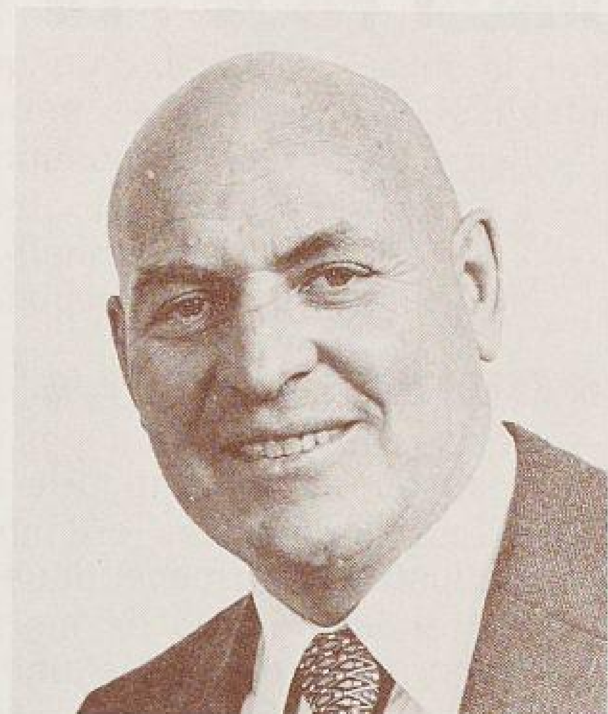
Thononais - 32 ans - Médecin
Docteur en Droit
et Economie de la Santé
Membre de
la Commission Nationale Santé

PARTI SOCIALISTE

MICHEL DEBOUT

et son suppléant

BERNARD COMONT



Bernard COMONT

Marié - 4 enfants - Employé à la Thomson CSF - Militant syndical
Administrateur à l'URSSAF
Conseiller aux Prud'hommes
Secrét. Section P.S. de Publier

Le Socialisme, cette idée qui fait son chemin...

...est à l'ordre du jour ; chacun peu ou prou aujourd'hui s'en réclame en souhaitant récupérer ainsi — pour la détourner — l'espérance que les Français de plus en plus nombreux mettent en lui.

Les hommes et les femmes de notre pays ne s'y trompent pas : les Socialistes ont leur politique et leurs candidats.

Nous avons été désignés démocratiquement par nos camarades des Sections du Chablais et de la Vallée du Giffre pour représenter le P.S. dans notre 2e circonscription de la Haute-Savoie. Nous en mesurons toute la responsabilité, mais avec la conviction, qu'ensemble, nous pourrons bâtir une Société plus juste où les Citoyens deviendront responsables.

Pour notre part — si vos suffrages nous le permettent — nous voulons mener notre action sous le signe de la Vérité.

La Vérité, parce que changer la Vie, ce n'est pas se bercer d'illusions mais considérer sans complaisance la réalité politique, économique, sociale, internationale de la France d'aujourd'hui et refuser résolument les lois des grands monopoles qui la déterminent.

CHANGER LA VIE, mot d'ordre des Socialistes depuis leur premier congrès à Epinay, est ressenti aujourd'hui comme une nécessité par les habitants de nos villes et villages et de tout notre Pays.

Ce n'est pas le fourre-tout électoral que M. Barre a présenté à Blois qui le permettra, après les échecs de ses différents plans contre lesquels se sont battus beaucoup de travailleurs dont ceux de la Cachat, MIB. Provins — vous souvenez-vous de ce programme — il y a 5 ans déjà : que de promesses non tenues... **La Droite qui nous gouverne depuis 20 ans n'a décidément plus de projet sinon celui de garder le pouvoir.**

Les propositions Socialistes pour l'actualisation du Programme Commun sont au cœur de vos problèmes.

Elles répondent d'abord au besoin des plus défavorisés en s'attaquant directement aux inégalités, notamment des revenus dont la France détient le triste record.

POUR TOUS : LES MOYENS DE VIVRE

— Le SMIC à 2 400 francs en garantissant le pouvoir d'achat par la concertation Gouvernement - Syndicats - partenaires sociaux.

— Les ALLOCATIONS FAMILIALES relevées de 50 % sur exercices budgétaires.

— Le MINIMUM VIEILLESSE et l'ALLOCATION AUX HANDICAPÉS portés à 1 300 francs par mois.

POUR TOUS : LE TEMPS DE VIVRE

— La semaine de 40 HEURES, votée en 1936, toujours inappliquée, elle deviendra obligatoire dans tous les secteurs y compris le commerce, les hôpitaux, l'artisanat.

— La 5e semaine de CONGÉS PAYÉS.

— Le droit à la RETRAITE DÈS 60 ANS pour les hommes et dès 55 ans pour les femmes et les métiers pénibles.

— Le soutien de la vie associative.

POUR TOUS : LE DROIT AU TRAVAIL

Depuis 1974, le nombre de chômeurs est passé de 500 000 à plus d'UN MILLION 300 000 (1 000 à Thonon) frappant durement les jeunes et les femmes. Le chômage, c'est un problème matériel, c'est aussi un drame humain.

La création de 210 000 emplois publics, la relance de la production, la diminution de la durée du travail doivent aboutir à 500 000 emplois nouveaux dès la première année de Gouvernement de la Gauche Unie.

POUR TOUS : LE DROIT A LA FORMATION

Par la mise en place d'un **grand service public de l'éducation,** assurant aussi la formation continue. Les établissements scolaires seront gérés avec la **participation réelle** des enseignants et des parents.

— Il n'y aura pas de monopole scolaire.
— L'école sera libre : toutes les opinions philosophiques ou religieuses pourront s'exprimer sans entrave.
— Les écoles confessionnelles privées pourront s'associer à ce grand projet : des contrats seront établis dans ce sens avec leurs responsables.

POUR TOUS : LE DROIT DE LA SANTÉ

— Les Français ne sont pas égaux devant la maladie, et surtout devant la mort (l'espérance de vie varie beaucoup d'une catégorie socio-professionnelle à l'autre, les ouvriers étant les plus défavorisés).
— Il faut abroger les ordonnances de 1967 et rendre la Sécurité Sociale à ses utilisateurs ; nationaliser l'industrie pharmaceutique ; développer la prévention ; aller vers la gratuité des soins.
— Inciter la création de maisons médicales dans lesquelles médecins, professions paramédicales et usagers élaboreront ensemble une médecine au service du malade.

Ce **programme social** qui n'est que justice sera garanti par une série de mesures :
— l'impôt progressif sur les grosses fortunes (2 MILLIONS DE FRANCS ACTUELS) et le capital des Sociétés ;
— la lutte contre la fraude fiscale estimée à plusieurs DIZAINE DE MILLIARDS lourds.
— le contrôle des sorties de CAPITAUX : 400 MILLIARDS EN SUISSE.
— l'exonération de la T.V.A pour les produits de première nécessité, avec majoration pour les produits de luxe.

Ainsi par la relance de la consommation intérieure, **une nouvelle répartition des charges sociales,** la production pourra repartir et les petites et moyennes entreprises faire face à leurs difficultés.

Ces dispositions urgentes sont insuffisantes pour résoudre la crise sans les modifications de structure profondes de la société : il faut que la collectivité nationale ait la maîtrise du crédit et des secteurs clefs de la production par les nationalisations des banques, des assurances et des 9 grands groupes industriels.

Dans le cadre du Plan élaboré démocratiquement, la production sera au service de l'Homme. Nous refuserons gaspillages et gadgets et l'Economie Française pourra trouver sa place dans un nouvel ordre Economique International moins défavorable au pays du Tiers Monde.

Nous ne voulons pas pour autant une bureaucratie d'Etat où l'appareil dominerait toutes décisions : il faut laisser place dans le domaine économique à l'initiative privée, bien sûr, mais aussi coopérative, leur éviter de subir la loi de concentration des groupes industriels.

L'entreprise doit devenir un lieu privilégié pour l'exercice de la démocratie : les travailleurs seront consultés pour tout ce qui touche les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité, l'embauche. Dans les entreprises nationalisées les salariés représenteront le tiers du Conseil d'Administration.

Enfin, il faut garantir les libertés individuelles et collectives, par le vote d'un préambule à la Constitution et rendre à chacun sa dignité, qu'il soit paysan ou commerçant, ouvrier d'usine ou artisan, cadre ou travailleur immigré, jeune ou âgé, homme ou femme.

CHANGER LA VIE EST AUSSI UNE NÉCESSITÉ LOCALE :

— Croyez-vous que l'absence d'implantation d'entreprises depuis Thomson, à Thonon, en 1962, soit le fait du hasard ?
— Croyez-vous que l'usine Gambin, à Viuz-en-Sallaz, aurait connu ses difficultés si le Gouvernement avait appliqué une Politique Nationale de la machine-outil ?
— Croyez-vous qu'un rapport « pour que la Montagne vive » suffise à régler les problèmes de l'agriculture de montagne, alors que de son dynamisme dépend la survie de nos vallées.

C'est aujourd'hui l'inquiétude dans de nombreuses petites et moyennes entreprises, notamment du bâtiment ; chez les frontaliers aussi, pour lesquels il faudra définir un statut avec nos voisins suisses.

Pour aborder toutes ces questions, il est nécessaire de faire revivre la **Démocratie locale** : le Député doit exprimer à l'Assemblée Nationale les aspirations des citoyens qu'il représente : **élus, nous vous rendrons compte de notre travail parlementaire et nous serons présents là où s'élaborent et se votent les lois.**

Le Député doit être au service non seulement des personnes prises isolément mais de toutes les collectivités : **élus, nous serons au service de tous les responsables locaux, sans exclusive.**

De cette manière seulement les grandes décisions qui nous concernent directement et dont dépend notre avenir seront prises dans l'intérêt de tous : **il faut un nouvel élan pour le Chablais et le Giffre** ; le désenclavement routier et ferroviaire devra être décidé après concertation avec l'ensemble des communes concernées.

Ces changements et la mise en place d'une réelle planification démocratique sont les étapes nécessaires vers la construction du SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE.

Notre programme est clair, nous sommes prêts avec vous à le mettre en œuvre dès demain sur le plan local et national.

Nos alliances sont claires : nous sommes résolument pour l'UNION DE LA GAUCHE et en votant SOCIALISTE au premier tour, vous connaissez notre position pour le second.

Depuis 20 ans, c'est l'Union de la Droite qui mène la Politique de notre Pays, dans le sens des intérêts du grand capital et du C.N.P.F. Voter pour les mêmes hommes quelle que soit leur déclaration d'intention, c'est voter pour la poursuite de la même politique.

Pour que notre Pays ne continue pas à s'enliser, l'alternance au pouvoir est nécessaire : la Droite est usée.

NOUS VOUS APPELONS, ELECTEURS ET ELECTRICES DE LA DEUXIEME CIRCONSCRIPTION DE HAUTE-SAVOIE, A VOTER LE 12 MARS PROCHAIN POUR LES CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE AFIN DE NE PAS MANQUER CE RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE ET DE L'ESPOIR.

VU LES CANDIDATS.

imprimerie du chablais, thonon